

Avant-propos

Le présent rapport, rédigé en application des dispositions de la loi organique n°020/2014 du 21 mai 2015, relative aux Lois de Finances et à l'Exécution du Budget (LOLFEB), est destiné à informer le Parlement et le citoyen sur l'exécution de la loi de finances de l'année, pour le 1er trimestre 2018. Il rend compte de la gouvernance et des performances budgétaires enregistrées sur la période.

Son fondement se trouve dans le principe républicain de redevabilité et de transparence du gouvernement dans la gestion des affaires publiques.

J'adresse donc mes encouragements aux administrations qui ont honoré de leurs contributions l'édition de cette revue et je les engage à persévérer dans l'effort pour l'accélération du plan de relance de notre économie.

Le Ministre d'Etat, Ministre du Budget
et des Comptes Publics



Jean-Fidèle OTANDAULT

SOMMAIRE

SYNTHESE	10
SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE AU 31 MARS 2018	11
I. LES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	12
II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL.....	13
III. LES COMPTES SPECIAUX	19
IV. LES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT	20
CONCLUSION	21
PRECISIONS METHODOLOGIQUES	22
ANNEXES	23
Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget général de l'Etat (en millions de F.CFA) 24	
Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en F.CFA)	25
Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA).....	26
Annexe 4 : Récapitulatif des mouvements intervenus en gestion au cours du premier trimestre 2018 (en F.CFA)	27
Annexe 5 : Présentation détaillée des dépenses par missions/programmes (en F.CFA)	30
Annexe 6 : Présentation détaillée du budget de l'Etat par grande nature de dépenses (en F.CFA)	39
Annexe 7 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de F.CFA) 40	
Annexe 8 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de F.CFA)	41
Annexe 9 : Présentation détaillée des dépenses par titre (en millions de F.CFA).....	42

SYNTHESE

Solde

Le solde net d'exécution au 31 mars 2018 est déficitaire de **-84,8 milliards de F.CFA**, bien en retrait par rapport à celui observé l'année dernière sur la même période qui présentait un excédent de **70,8 milliards de F.CFA**.

Bien que le niveau de recouvrement des recettes du budget de l'Etat soit inférieur à celui du 1^{er} trimestre 2017 (17% contre 20%), le déficit du solde net d'exécution est causé essentiellement par le résultat négatif des opérations de trésorerie et de financement qui a chuté à **-121 milliards de F.CFA**.

Dépenses

A fin mars, les règlements ont atteint **280,5 milliards de F.CFA**, soit un taux d'exécution de 14% au regard des prévisions de la loi de finances initiale (LFI 2018). Ce taux reste équivalent à celui observé sur la même période en 2017.

Il convient de noter que le rapport entre le niveau des règlements de la période et les ordonnances émises (annexe 3), montre un taux d'instances au Trésor public sur les dépenses budgétaires de 25%.

Recettes

Les recettes (brutes) du budget de l'Etat s'établissent globalement à **317,5 milliards de F.CFA**, soit un taux d'exécution de 17%. Ce résultat est inférieur à celui observé l'an dernier à la même période (20%). Ce niveau de réalisation serait la conséquence du ralentissement observé de l'activité économique.

Comptes spéciaux

Le solde des opérations des comptes spéciaux est positif et s'établit à **4,4 milliards de F.CFA**. Au premier trimestre 2018, l'encaissement des recettes a atteint 22 % du montant des prévisions de la LFI 2018. En revanche, comparativement à l'année précédente, le niveau des dépenses a été exécuté à hauteur de 18% contre 30%. Notons que le premier trimestre de l'année 2017 était marqué par l'organisation, par notre pays, de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN).

SYNTHESE GENERALE DE L'EXECUTION BUDGETAIRE

AU 31 MARS 2018

Tableau 1: Tableau de suivi de l'exécution, comparé à l'article d'équilibre de la loi de finances
(En Millions de FCFA)

Recettes				Dépenses				Solde	
Budget général				Budget général					
	LFI 2018	Réalisations à fin mars	% exécution		LFI 2018	Montant exécuté à la fin du 1er trimestre	% exécution	LF 2018	Fin mars
Titre 1. Recettes fiscales	1 177 568	175 562	15%	Titre 1. Charges financières de la dette	239 071	14 279	6%		
Titre 2. Dons, legs et fonds de concours	2 220	-	0%	Titre 2. Dépenses de personnel (hors prestations sociales)	709 800	173 951	25%		
Titre 3. Cotisations sociales	18 826	5 061	27%	Titre 3. Dépenses de biens et services	274 717	18 529	7%		
Titre 4. Autres recettes	580 797	112 130	19%	Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions)	238 336	35 108	15%		
Recettes à répartir*		12 633		Titre 5. Dépenses d'investissement dont finex	432 982	20 750	5%		
					285 098	11 135	4%		
				Titre 6. Autres dépenses	21 972	-	0%		
A. Total des recettes pour le budget général	1 741 758	295 264	17%	A. Total des dépenses pour le budget général	1 916 878	262 617	14%	-175 120	32 647
Comptes d'affectation spéciale (CAS)									
Comptes "Pensions"	54 602	14 732	27%	Comptes "Pensions"	54 602	14 732	27%		
Titre 3. Cotisations sociales	54 602	14 732	27%	Titre 4. Dépenses de transfert	54 602	14 732	27%		
Part salariale	24 602	6 699	27%	Pensions civiles et militaires					
Part patronale de l'Etat	30 000	8 033	27%	Pensions spéciales					
Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	3 166	17%	Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	3 166	17%		
Titre 3. Cotisations sociales	18 500	3 166	17%	Titre 4. Dépenses de transfert	18 500	3 166	17%		
Allocations familiales	18 500		0%	Prestations familiales	18 500		0%		
Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376	3	0%	Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376	3	0%		
Titre 1. Recettes fiscales	4 376	3	0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 459	3	0%		
Redevance audiovisuelle	4 376	3	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 917		0%		
Compte "Promotion du sport"	6 065	4 047	67%	Compte "Promotion du sport"	6 064	2	0%		
Titre 1. Recettes fiscales	6 065	4 047	67%	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 032	2	0%		
Taxes sur les jeux de hasard	240	92	38%	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 032		0%		
Droits d'accises	5 825	3 955	68%						
Compte "Formation pour l'emploi"	2 424	331	14%	Compte "Formation pour l'emploi"	2 424		0%		
Titre 1. Recettes fiscales	2 424	331	14%	Titre 3. Dépenses de biens et services	808		0%		
Taxes de formation professionnelle	2 424	331	14%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 616		0%		
Compte "Service universel des communications électroniques"	14 879	-	0%	Compte "Service universel des communications électroniques"	14 879		0%		
Titre 1. Recettes fiscales	14 879	-	0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 879		0%		
Redevance universelle	14 879	-	0%						
B. Total des recettes pour les comptes spéciaux	100 845	22 279	22%	B. Total des dépenses pour les comptes spéciaux	100 845	17 903	18%	0	4 376
C. TOTAL RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT	1 842 603	317 543	17%	C. TOTAL DEPENSES DU BUDGET DE L'ETAT	2 017 724	280 520	14%	-175 120	37 023
Solde budgétaire global								-175 120	37 023
Solde budgétaire de base								-175 120	37 023

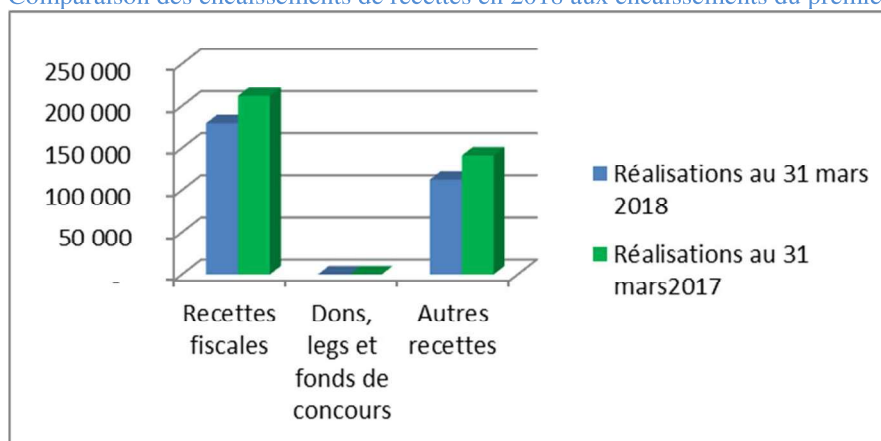
*Les recettes à répartir correspondent à des montants qui n'ont pas pu faire l'objet d'un rapprochement à la fin du trimestre. Elles seront ventilées dans le courant de l'année.

Source: DGBFIP et DGCPT

I. LES RECETTES DU BUDGET DE L'ETAT

Au 31 mars 2018, le montant total des recettes du budget de l'Etat a atteint **317,5 milliards de F.CFA** pour un objectif à l'année de **1 842,6 milliards de F.CFA**, soit un taux de réalisation de 17% contre 20% en 2017 sur la même période. De façon générale, le recouvrement des recettes du budget de l'Etat enregistre un recul de **33,1 milliards de F.CFA** en situation comparée entre les premiers trimestres 2017 et 2018.

Graphique 1 : Comparaison des encaissements de recettes en 2018 aux encaissements du premier trimestre 2017



Source : DGCPT

L'encaissement des recettes fiscales pour la période étudiée est inférieur de **14,4 milliards de F.CFA** par rapport à 2017, soit **179,9** contre **194,3 milliards de F.CFA**. Cette diminution est liée à la persistance des conditions économiques défavorables, résultant notamment de la baisse de la production pétrolière et du taux de change du dollars US.

L'objectif des recettes douanières prescrit par la LFI 2018 est de **355,5 milliards de F. CFA**, pour une prévision d'exécution à la fin du premier trimestre de **84,2 milliards de F. CFA**.

Le recouvrement effectif des droits et taxes de douanes a été de **47,4 milliards de F. CFA**, soit un taux de réalisation de 56,3% à fin mars 2018, occasionnant ainsi une moins-value de **36,8 milliards de F. CFA**, par rapport à la prévision du trimestre. Comparativement à mars 2017, ces recettes accusent, en volume, un recul de **8,8 milliards de F.CFA**.

Cette situation résulterait de la baisse du niveau des importations de -2,1%, d'une part, et de l'augmentation des dépenses fiscales de +10,3%, d'autre part, par rapport au niveau de 2017. A cela s'ajoute une baisse de l'action en recouvrement des restes à recouvrer des années antérieures liée au retard, dans la prise en charge en recettes, des liquidations du dernier trimestre de l'année 2017.

Enfin, les recettes non fiscales affichent un taux de réalisation de 19,6 %, inférieur de 7,6% au taux de recouvrement observé au premier trimestre 2017 qui était de 27,2%. Cette baisse s'explique par le recul observé sur l'ensemble des postes, à l'exception des recettes des domaines foncier et forestier.

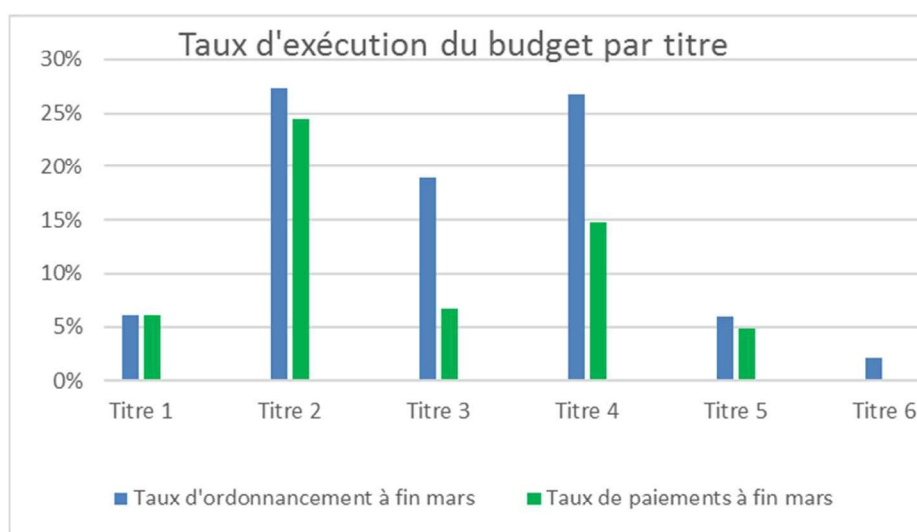
II. LES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

1) Analyse des dépenses par titre

A fin mars 2018, sur une prévision de **1 916,9 milliards de F. CFA**, les montants des ordonnancements et des paiements atteignaient respectivement **350 milliards de F. CFA (18%)** et **262,6 milliards de F.CFA (14%)**.

Ces réalisations sont légèrement supérieures à celles observées à la même période en 2017 qui étaient respectivement de 17% et 13%.

Graphique 2 : Comparaison des taux d'ordonnancement et de paiement des crédits ouverts en LFI¹



Source : DGBFIP et DGCPT

▪ Les charges financières de la dette (titre 1)

Lorsque l'Etat emprunte, puis rembourse sa dette, il ne s'agit que de mouvements de trésorerie qui sont neutres *in fine* pour les dépenses : seuls les intérêts constituent de véritables dépenses budgétaires retracées ici dans le titre 1².

Les règlements intervenus sur ce poste de dépenses s'élèvent globalement à **14,3 milliards de F.CFA**, dont **4,6 milliards de F.CFA** d'intérêts extérieurs et **9,7 milliards de F.CFA** d'intérêts intérieurs.

Les intérêts sur la dette extérieure se déclinent ainsi qu'il suit :

- **1,54 milliard de F. CFA** sur la dette bilatérale ;

¹ Pour rappel : Titre 1. Charges financières de la dette ; Titre 2. Dépenses de personnel ; Titre 3. Dépenses de biens et services ; Titre 4. Dépenses de transfert (hors pensions) ; Titre 5. Dépenses d'investissement ; Titre 6. Autres dépenses

² Les mouvements relatifs aux emprunts et à leur remboursement sont analysés dans la partie IV relative à la trésorerie.

- **1,2 milliard de F. CFA** sur la dette multilatérale ;
- **1,2 milliard de F. CFA** sur la dette envers les marchés financiers ;
- **0,62 milliard de F. CFA** sur les commissions et frais.

Les intérêts sur la dette intérieure se répartissent en intérêts intérieurs conventionnés **3,8 milliards de F. CFA** et ceux suivis directement par les services du Trésor Public **5,9 milliards de F. CFA**

Les intérêts intérieurs conventionnés comprennent :

- **3,6 milliards de F. CFA** sur intérêts-banques intérieures courants ;
- **0,21 milliard de F. CFA** sur les Obligations du Trésor Assimilables (OTA) ;

Les intérêts intérieurs Trésor se répartissent comme suit :

- **0,6 milliard de F. CFA** sur agios BEAC ;
- **2,6 milliards de F. CFA** sur intérêts Bons du Trésor Assimilables (BTA) ;
- **0,5 milliard de F. CFA** sur agios banques commerciales ;
- **0,002 milliard de F. CFA** sur intérêts Fonds de Facilités Elargies (FFE) ;
- **0,02 milliard de F. CFA** sur agios paieries à l'étranger ;
- **0,01 milliard de F. CFA** de frais et commissions banques commerciales ;
- **2,2 milliards de F. CFA** au titre des pertes de changes-gains de changes.

▪ *Les dépenses de personnel (titre 2)³*

Les règlements intervenus au titre des dépenses de personnel à fin mars 2018, s'élèvent globalement à **173,9 milliards de F.CFA**, soit 25% de taux d'exécution au regard de la prévision de la loi de finances 2018. Ce niveau est inférieur à celui observé à la fin du 1^{er} trimestre 2017 qui était de **174,4 milliards de F.CFA**.

Tableau 2 : détail des dépenses de personnel.

CATEGORIES	LFI 2018	REGLEMENT	TAUX
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	709 800 000 000	173 951 000 000	25%
Rémunérations de personnels	666 698 000 000	164 086 024 687	25%
<i>Solde permanente</i>	<i>610 377 000 000</i>	<i>151 623 603 024</i>	<i>25%</i>
<i>Rémunérations autres catégories de salariés</i>	<i>56 321 000 000</i>	<i>12 462 421 663</i>	<i>22%</i>
Cotisations et contributions sociales des fonctionnaires (Part salariale : Recettes CAS PENSIONS)	24 602 000 000	6 699 177 113	27%
Prestations sociales des fonctionnaires (CAS PRESTATIONS FAMILIALES)	18 500 000 000	3 165 798 200	17%

Source : DGBIP

³ Les dépenses de prestations familiales et sociales sont analysées dans la partie III relative aux comptes spéciaux.

Tableau 3 : Effectifs fin mars 2018

	LFI 2018	Fin 1er trimestre 2018	LFI 2017	Fin 1er trimestre 2017
Effectifs des ministères et institutions	105 640	105 048	106 095	105 583

Source : Direction de la Solde

Entre mars 2017 et 2018, le recul des effectifs s'explique principalement par les départs à la retraite des agents publics.

▪ **Les dépenses de biens et services (titre 3)**

Prévues à **274,7 milliards de F.CFA**, les dépenses de biens et services ont été ordonnancées à hauteur de **52,1 milliards de F.CFA**, soit un taux d'exécution base ordonnances de 19 %. Ce taux d'exécution est supérieur à celui atteint sur la même période l'année dernière soit 16% correspondant à **38,9 milliards de F.CFA**.

Les paiements effectués sur ce poste de dépenses s'élèvent à **18,5 milliards de F.CFA**, soit 7% au regard de la prévision des dépenses inscrites dans la loi. Ce niveau bien que très faible reste cependant supérieur à celui de 2017, à la même période, qui était de **11,1 milliards de F.CFA**.

▪ **Les dépenses de transferts (titre 4)⁴**

Au 31 mars 2018, les dépenses de ce titre ont été ordonnancées à hauteur de **63,8 milliards de F. CFA**, pour un niveau de règlement effectif de **35,1 milliards de F. CFA**, soient respectivement 27% et 15% de taux de réalisation sur une prévision dans la loi de finances de **238,3 milliards de F.CFA**.

Les dépenses les plus significatives sur ce poste ont porté notamment sur les bourses des étudiants (ANBG) pour **22,1 milliards de F. CFA** soit 38,74% de la prévision de l'année, la subvention versée à la SOGATRA **1,3 milliard de F. CFA** soit 29,94%, la subvention de l'Etat au titre de la part patronale du compte des pensions **8 milliards de F. CFA** soit 15% et les transferts au profit de la SOGARA **7,2 milliards de F.CFA**, soit 37 %.

▪ **Les dépenses d'investissement (titre 5)**

Sur une prévision de **433 milliards de F.CFA**, dans la loi de finances initiale 2018, les dépenses d'investissement ont été globalement ordonnancées à hauteur de **25,6 milliards de F.CFA**, soit 6 %, contre un niveau des règlements de **20,7 milliards de F.CFA** représentant une exécution de 5 % par rapport à l'autorisation du Parlement.

Les règlements sont constitués de **9,6 milliards de F.CFA** de projets financés sur ressources propres et **11,1 milliards de F. CFA** de projets cofinancés.

Les projets sur ressources propres ont porté sur :

- **4,6 milliards de F. CFA** de ristournes aux collectivités locales ;
- **5 milliards de F. CFA** au titre des travaux d'aménagement du tronçon routier PK5-PK12.

⁴ Les pensions des fonctionnaires sont analysées dans la partie III relative aux comptes spéciaux.

Les tirages sur projets cofinancés ont été réalisés ainsi qu'il suit :

- **2,283 milliards de F.CFA** sur l'Agence Française de Développement (AFD), pour la « Réhabilitation du Transgabonais » ;
- **2,667 milliards de F.CFA** sur la Société Générale (SG) pour le « Matériel de sécurité et de défense » ;
- **6,181 milliards de F.CFA** sur la Banque Mondiale (BIRD) pour la « Promotion de l'Investissement et de la compétitivité », le « Programme de développement des infrastructures » et l'« Appui à l'employabilité ».

Les autres dépenses (titre 6)

Projetées à **22 milliards de F.CFA** dans la loi de finances de l'année, ces dépenses ont été ordonnancées à hauteur de **453 millions de F.CFA** soit 2%. Elles sont en recul par rapport au niveau observé en 2017 sur la même période et s'établissent à **1,1 milliard de F.CFA**.

Ces engagements ont servi intégralement pour la couverture des dépenses de restructuration de la radiodiffusion Africa n°1.

2) Exécution des dépenses sociales

Tableau 4 : exécution des dépenses sociales en millions de francs CFA

		LFI 2018	Ordonnance	Règlement	Taux
25:Santé	Sous-Total	119 938	21 987	17 900	15%
	Dépenses de personnel	72 446	17 855	16 031	22%
	Biens et services	13 236	2 459	961	7%
	Investissement	26 882	0	0	0%
	Transfert	7 374	1 674	908	12%
11:Education nationale	Sous-Total	200 389	43 072	40 268	20%
	Dépenses de personnel	168 495	41 061	39 664	24%
	Biens et services	10 250	2 011	604	6%
	Investissement	21 105	0	0	0%
	Transfert	539	0	0	0%
22:Prévoyance sociale	Sous-Total	49 419	9 222	7 161	14%
	Dépense de personnel	12 932	2 884	2 238	17%
	Biens et services	530	35	0	0%
	Transfert	18 218	1 473	93	1%
	Fonds Gabonais Economiquement Faibles (GEF/CSS)	17 739	4 830	4 830	27%
	Autres	0	0		
	Total Général	369 746	74 281	65 329	18%

Source : DGBFiP/DGCPT

De façon générale, les dépenses sociales ont été ordonnancées à hauteur de **74,3 milliards de F.CFA** pour des règlements de **65,3 milliards de Francs CFA**, soit un taux d'exécution de 18% base règlements. Notons par ailleurs, que le taux de couverture des règlements sur les ordonnances émises, au titre des dépenses sociales, est de 88%.

3) Focus sur la mission « Provisions »

La mission « Provisions » sert à financer les dépenses accidentelles et imprévisibles. Ces dépenses sont exécutées, après transfert, dans les programmes de politiques publiques correspondants aux activités bénéficiaires.

Le tableau suivant retrace les transferts intervenus à partir de la mission « Provisions » au cours du premier trimestre 2018 :

TRANSFERT DE CREDIT (JANVIER A FIN MARS), EXERCICE 2018

TITRE 3

Programme source	Montant du transfert	Objet	Programme destinataire
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	200 000 000	Transfert de crédit pour la prise en charge des dépenses du comité technique de gestion des primes	27.885.A2.K1-Administration
	200 000 000	Transfert pour la prise en charge de la rallonge au profit du Secrétariat du Ministère du Budget et des Comptes Publics	14.542.A2.K1-Administration
	22 500 267	Transfert prise en charge intendance des anciens président du CES	5.213.A1.K2-Anciens Présidents du Conseil économique et social-
	25 000 000	Transfert prise en charge dotation additionnelle au profit de l'Attaché de défense du Gabon au Sénégal, Gambie, cap vert, Guinée et Guinée	7.339.A2.L1-Attaché militaire (Dakar)
SOUS TOTAL TITRE 3	447 500 267		

TITRE 4

Programma source	Montant du transfert	Objet	Programme destinataire
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	33 909 816	Transfert prise en charge des frais de scolarités des stagiaires gabonais.	14.521.A1.K3-Régulation budgétaire
30.941.A1.K1-Dotation pour dépenses à caractère politique-	1 100 000 000	Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses des membres du gouvernement.	8.346.A1.K3-Dotation de Souveraineté du Gouvernement
SOUS TOTAL TITRE 4	1 133 909 816		

TITRE 5

Programma source	Montant du transfert	Objet	Programme destinataire
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1 022 900 308	Transfert prise en charge de la participation du Gabon au capital du FMI	27.885.A1.K1-Cabinet
	294 137 385	Transfert prise en charge des travaux de bâtiments et d'équipements de la Cour des Comptes	21.241.A1.K1-Cour des Comptes-
SOUS TOTAL TITRE 5	1 317 037 693		

TOTAL GENERAL	2 898 447 776
----------------------	----------------------

Source : DGBFiP

III. LES COMPTES SPECIAUX

Le solde des comptes spéciaux (cf. annexe 8) s'établit à **4,4 milliards de F.CFA**. Ce niveau s'explique principalement par un meilleur rendement des recettes, notamment le CAS « promotion du sport », contre un faible niveau des dépenses à fin mars.

Le compte d'affectation spéciale « Pensions » a été mis en place en 2016 et apporte une présentation budgétaire agrégée et détaillée des recettes (cotisations sociales) et dépenses (pensions) de l'ensemble des régimes de pensions de retraite. Il a été exécuté en recette et en dépense à hauteur de **14,7 milliards de F. CFA**.

Le compte d'affectation spéciale « Promotion du sport » a été créé dans la LFI 2017 pour retracer les dépenses mises en œuvre par le Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS). A fin mars on observe un niveau de recouvrement de recettes de **4 milliards de F. CFA**, correspondant à un taux de réalisation de 67% contre des dépenses de **2 millions de F. CFA**, représentant 0% de la prévision. Ce CAS affiche un solde créditeur de **4 milliards de F. CFA**.

Le compte d'affectation spéciale « Prestations familiales et sociales » a été mis en place dans la LFI 2017 pour retracer les opérations relatives aux prestations familiales gérées par la Caisse des Pensions et des Prestations Familiales des agents de l'Etat (CPPF). Au 31 mars 2018, ce CAS affiche une exécution en recettes et en dépenses de **3,2 milliards de F.CFA**.

Le compte d'affectation spéciale « Promotion audiovisuelle et cinématographique » a été créé dans la LFR 2017 en ses articles 5 et 6 où il est énoncé que la Redevance Audiovisuelle et Cinématographique (RAC) est due par tout opérateur du secteur de la communication audiovisuelle, notamment :

- tout opérateur du secteur privé de la communication audiovisuelle et numérique ;
- tout distributeur de services de médias audiovisuels qui fournissent un service au Gabon ;
- tout importateur, vendeur ou revendeur de postes téléviseurs ;
- toute personne morale de droit privé opérant dans le secteur de la communication écrite et de l'édition.

Ce compte a été exécuté, en recettes et en dépenses, à hauteur de **3 millions de F.CFA**.

Le compte d'affectation spéciale (CAS) « Formation pour l'emploi » a été initié dans la LFR 2017 en ses articles 41 et 42 aux termes desquels ce compte est destiné à l'essor de la formation professionnelle. Du fait d'une absence d'exécution des dépenses enregistrée sur la période, le solde de ce compte, d'un montant de **331 millions de F.CFA**, représente les recettes encaissées.

Le compte d'affectation spéciale (CAS) « Service Universel des Communications électroniques » a été créé dans la LFI 2018 en ses articles 41 et 42 et est destiné au service de télécommunications de base fourni sur l'ensemble du territoire national.

Ce dernier compte n'a pas fait l'objet d'exécution en recettes et en dépenses au premier trimestre 2018.

IV. LES OPERATIONS DE TRESORERIE ET DE FINANCEMENT

1) Charges de trésorerie et de financement

Prévues à **656 milliards de F. CFA**, les charges de trésorerie et de financement, consacrées à l'amortissement de la dette publique (intérieure et extérieure), ont été exécutées à hauteur de **140,5 milliards de F. CFA**, soit un taux d'exécution de 21%. Ce niveau d'exécution intègre, entre autres, **22,3 milliards de F.CFA** d'amortissement de la dette extérieure et **71 milliards de F.CFA** de règlements d'instances au Trésor.

2) Ressources de trésorerie et de financement

Budgétisées à **831,2 milliards de F.CFA**, les ressources de financement ont été mobilisées à hauteur de **18,6 milliards de F.CFA** dont **11,1 milliards de F. CFA** constitués de prêts projets, soit 59%. Lesdites ressources de trésorerie et de financement ont été réalisées à hauteur de 2% par rapport à la prévision annuelle, contre un taux de réalisation de 22% observé sur la même période en 2017.

Tableau 6 : Opérations de trésorerie et de financement au 31 mars 2018

	2018		
	LFI 2018	Exécution à fin mars	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement			
Amortissement (dette extérieure)	178 884	22 285	12%
Amortissement des prêts du secteur bancaire	266 592	27 456	10%
Autres amortissements	190 574	90 739	48%
Correspondants du Trésor	4 379	-	0%
Attribution de produits		-	
Prêts et avances	20 000	-	0%
Total	656 050	140 480	21%
Ressources de trésorerie et de financement			
Tirages	702 967	11 131	2%
Emissions de titres publics	114 153	7 500	7%
Financement bancaire	-	-	
Financement non bancaire		-	
Total	831 170	18 631	2%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	175 120	- 121 847	
Solde budgétaire global	- 175 120	36 992	
Solde net	-	- 84 855	

Source : DGCPT et DGBFiP

Le solde net d'exécution des opérations budgétaires et de trésorerie s'établit à **-84,8 milliards de F.CFA**, inférieur à celui observé à la même période en 2017 (**70,8 milliards de F.CFA**).

CONCLUSION

La baisse générale des recettes et surtout la dégradation du solde des opérations de financement et des charges de trésorerie, observées au premier trimestre 2018, nous incitent à accélérer les mesures de mobilisation des ressources et de maîtrise des dépenses récemment prises par le Gouvernement.

A ce titre, la mise en œuvre du programme de relance économique soutenu par le Fonds Monétaire International (FMI) devrait nous permettre, aux prix de l'implication de tous, de redresser à court terme les indicateurs macroéconomiques et de relancer la croissance.

PRECISIONS METHODOLOGIQUES

Le présent rapport est effectué à partir de données disponibles à la fin du trimestre. Toutefois, pour garantir sa production, l'organisation des travaux d'élaboration exige une collaboration de nombreux services qui sont à la source de certaines données et capables d'en analyser les évolutions dans le respect des délais impartis.

En ce qui concerne les CAS, une analyse pertinente n'a pas pu être menée du fait de l'absence de données qualitatives, relevant de la compétence des gestionnaires.

Les tableaux contenus dans ce rapport ont été élaborés selon le format de la loi de finances en vigueur.

ANNEXES

Annexe 1 : Présentation détaillée des recettes du budget général de l'Etat (en millions de F.CFA)

	2018			2017			Ecart n/n-1
	LFI 2018	Réalisation du 1er trimestre 2018	Taux	LFI 2017	Prévision du 1er trimestre 2017	Réalisation au 31 mars	
A. TITRE 1: RECETTES FISCALES (Brut)	1 205 311	179 943	15%	1 281 376	323 202	194 349	- 14 406
Impôts	430 955	63 411	15%	512 183	132 603	80 215	- 16 804
Impôts sur les sociétés	243 971	35 103	14%	263 861	67 782	47 390	- 12 287
Sociétés pétrolières	36 095	-	0%				-
Sociétés minières	32 671	-	0%				-
Retenues à la source	42 981	7 428	17%				7 428
Autres sociétés	132 225	27 675	21%				27 675
Impôts sur les personnes	161 548	26 580	16%	220 985	59 423	30 874	- 4 294
Acomptes versés par les salariés	88 501	15 549	18%				15 549
Taxes complémentaires sur les salaires	29 662	6 061	20%				6 061
Impôts forfaitaires sur le revenu	668	7	1%				7
Autres impôts sur les personnes	34	-	0%				-
Impôts sur le revenu des personnes physiques	42 682	4 963	12%				4 963
Impôts sur les revenus des capitaux	25 436	1 728	7%	27 337	5 398	1 951	- 223
Taxes	774 357	116 532	15%	769 193	190 601	114 135	2 397
Taxes de formation professionnelle	2 424	331	14%				331
Droits et taxes sur la propriété	34 442	3 034	9%	31 378	7 598	4 985	- 1 951
Taxes sur les biens et services	370 544	60 784	16%	362 444	99 729	51 257	9 527
Droits et taxes de douanes	355 499	47 435	13%	368 293	82 471	56 222	- 8 787
Autres recettes fiscales	11 448	4 948	43%	7 078	803	1 671	3 277
B. TITRE 2: DONS, LEGS et FONDS DE CONCOURS	2 220	-	0%				-
C. TITRE 3: COTISATIONS SOCIALES	54 276	12 837	24%				12 837
Cotisations retraites	24 602	6 699	27%				6 699
Prélèvements sociaux	18 500	3 166	17%				3 166
Cotisation CNAMGS	11 174	2 972	27%				2 972
D. TITRE 4: AUTRES RECETTES	555 296	112 130	20%	519 317	114 573	150 254	- 38 124
Revenu de la propriété	515 948	97 122	19%	464 855	92 713	135 090	- 37 968
Revenus de participations	12 485	743	6%	23 746	358	4 589	- 3 846
Revenus du domaine foncier	329	34	10%	3 374	1 403		34
Revenus du domaine pétrolier	495 554	95 035	19%	427 594	89 674	121 658	- 26 623
Revenus du domaine minier	1 625	20	1%	5 581	35	7 624	- 7 604
Revenus du domaine forestier	5 955	1 290	22%	4 560	1 243	1 219	71
Recettes diverses non fiscales	39 348	15 008	38%	54 462	21 860	15 164	- 156
Vente de biens et services	25 500	-	0%				-
Recettes à répartir*		12 633				5 996	6 637
TOTAL DES RECETTES (A+B+C+D)	1 842 604	317 543	17%	1 800 694	437 776	350 600	- 33 057

Source : DGCPT

Annexe 2 : Présentation détaillée des recettes affectées (en F.CFA)

		PLAFONDS LFI 2018	EXECUTION A FIN MARS 2018	TAUX D'EXECUTION PLFR
A	Recettes fiscales affectées	61 213 000 000	6 141 261 658	10,0%
A1	CNAMGS	17 739 000 000	4 830 282 280	27,2%
A1.1	ROAM		130 715 716	
A1.2	CONTRIBUTION SPECIALE DE SOLIDARITE		4 699 566 564	
A1.3	TAXE SUR TRANSFERT DE FONDS		-	
A1.4	RETENUES COTICATIONS CNAMGS		-	
A2	FONDS NATIONAL DU DEVELOPPEMENT DU SPORT	6 065 000 000	867 276 633	14,3%
A2.1	DROITS D'ACCOISES		839 564 654	
A2.2	TAXE SUR LES JEUX DE HASARD		27 711 979	
A3	FONDS DE FORMATION PROFESSIONNELLE	2 424 000 000	3 092 471	0,1%
A3.1	Contribution pour la Formation Professionnelle	2 424 000 000	3 092 471	0,1%
A4	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FER II)	6 270 000 000	-	0,0%
A4.1	REDEVANCE D'USURE DE LA ROUTE		-	
A4.2	TAXE SUR LE CONTRÔLE DES ASSURANCES		-	
A4.3	TAXE COMPLEMENTAIRE SUR LES SALAIRES		-	
A5	AGENCES NATIONALE DES PARCS NATIONAUX	160 000 000	18 474 653	11,5%
A5.1	TAXE SUR LES JEUX DE HASARD	160 000 000	18 474 653	11,5%
A6	COMMUNICATION	4 376 000 000	2 135 621	0,0%
A6.1	Redevance Audiovisuelle	4 376 000 000	2 135 621	0,0%
A7	UNIVERSELLE	14 879 000 000	-	0,0%
A7.1	Redevance Universelle	14 879 000 000	-	0,0%
A8	EAU	1 300 000 000	-	0,0%
A8.1	Contribution Spéciale de l'Eau	1 300 000 000	-	0,0%
A9	ELECTRICITE	8 000 000 000	420 000 000	5,3%
A9.1	Contribution Spéciale de l'Electricité	8 000 000 000	420 000 000	5,3%
B	Recettes douanes affectées	12 453 000 000	879 149 689	7,1%
B1	TAXE COMMUNAUTAIRE INTEGRATION CEMAC	6 940 000 000	267 818 280	3,9%
B3	TAXE DE PREFERENCE COMMUNAUTAIRE		-	
B2	CONTRIBUTION D'INTEGRATION A LA CEEAC	3 567 000 000	543 254 139	15,2%
B4	TAXE OHADA	456 000 000	68 077 270	14,9%
B5	CONTRIBUTION A L'UNION AFRICAINE	1 490 000 000		0,0%
C	Autre recettes affectées	29 818 000 000	8 663 540 566	29,1%
C1	CAISSE DE DEPOTS ET CONSIGNATIONS	2 607 000 000	751 434 966	28,8%
C1.1	FONDS NATIONAL DE L'HABITAT (FNH)		751 434 966	
C1.2	CAUTIONS DE RAPATRIEMENT		-	
C1.3	CAUTIONS DE MISE EN LIBERTE PROVISoire		-	
C1.4	CAUTIONS ELECTORALES		-	
C1.6	CAISSE DE PEREQUATION TAXE SUR LES HYDROCARBURES		-	
C4	COLLECTIVITES LOCALES	25 899 000 000	7 698 789 825	29,7%
C4.4	I.R.P.P	1 707 000 000	177 159 343	10,4%
C4.6	IRPP/FONCIER PRECOMPTE DM		-	
C4.7	IRPP/ACOMPTE DOUANIER		-	
C4.8	PRECOMPTE IRPP FORESTIERS		593 899	
C4.9	PATENTES	7 976 000 000	2 167 138 568	27,2%
C4.10	LICENCES	728 000 000	61 409 735	8,4%
C4.11	FONCIER BATI	7 912 000 000	3 016 296 400	38,1%
C4.12	FONCIER NON BATI	1 207 000 000	1 044 319 968	86,5%
C4.13	I.R.P.P (SALARIES)	3 540 000 000	675 509 855	19,1%
C4.14	I.F.R	187 000 000	-	0,0%
C4.15	VENTE DE TERRAINS COMMUNAUX		-	
C4.16	TAXE SUR LES CARRIERES		-	
C4.17	PRELVMENT LIBER/SUCCESSIONS/RECETTES DIVERSES DU BUDGET		-	
C5.9	TAXE MUNICIPALE SUR LES CARBURANTS	2 642 000 000	556 362 057	
C5	FONDS DE PEREQUATION CASTAB	1 312 000 000	213 315 774	16,3%
C5.5	I.R.P.P (SALARIES)		168 877 464	
C5.4	I.R.P.P		44 289 836	
C5.6	IRPP/FONCIER PRECOMPTE DM		-	
C5.7	IRPP/ACOMPTE DOUANIER		-	
C5.8	PRECOMPTE IRPP FORESTIERS		148 475	
	TOTAL	103 484 000 000	15 683 951 912	15,2%

Sources : DGCPT

Annexe 3 : Présentation des dépenses du budget général par titre (en millions de F.CFA)

Catégorie de dépenses	2018					2017				
	LFI 2018	Montant ordonnancé à la fin du 1er trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 1er trimestre	Taux de paiement	LFI 2017	Montant ordonnancé à la fin du 1er trimestre	Taux d'ordonnement	Montant payé à la fin du 1er trimestre	Taux de paiement
Titre 1. Charges financières de la dette	239 071	14 279	6%	14 279	6%	198 545	10 434	5%	10 434	5%
Titre 2. Dépenses de personnel	709 800	193 755	27%	173 951	25%	687 398	171 286	25%	171 286	25%
Titre 3. Dépenses de biens et services	274 717	52 131	19%	18 529	7%	246 200	38 954	16%	11 158	5%
Titre 4. Dépenses de transfert	238 336	63 844	27%	35 108	15%	193 338	61 914	32%	23 638	12%
Titre 5. Dépenses d'investissement	432 982	25 584	6%	20 750	5%	392 147	10 563	3%	8 995	2%
Titre 6. Autres dépenses	21 972	453	2%	0	0%	6 000	1 119	19%	734	12%
Total des dépenses pour le budget général	1 916 878	350 047	18%	262 617	14%	1 723 627	294 270	17%	226 245	13%

Sources : DGCPT et DGBFiP

Annexe 4 : Récapitulatif des mouvements intervenus en gestion au cours du premier trimestre 2018 (en F.CFA)

N°	Types de mouvements	Montants
1	Transferts	2 898 447 776
2	Virements	1 336 822 807
3	Fongibilités	340 000 000
Total Général		4 575 270 583

Source : DGBFiP

Transferts

TITRE 3			
Programme source	Montant	Objet	Programme destinataire
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	200 000 000	Transfert de crédit pour la prise en charge des dépenses du comité technique de gestion des primes	27.885.A2.K1-Administration
	200 000 000	Transfert pour la prise en charge de la rallonge au profit du Secrétariat du Ministère du Budget et des Comptes Publics	14.542.A2.K1-Administration
	22 500 267	Transfert prise en charge intendance des anciens président du CES	5.213.A1.K2-Anciens Présidents du Conseil économique et social-
	25 000 000	Transfert prise en charge dotation additionnelle au profit de l'Attaché de défense du Gabon au Sénégal, Gambie, cap vert, Guinée et Guinée	7.339.A2.L1-Attaché militaire (Dakar)
SOUS TOTAL TITRE 3			447 500 267
TITRE 4			
Programme source	Montant	Objet	Programme destinataire
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	33 909 816	Transfert prise en charge des frais de scolarités des stagiaires gabonais.	14.521.A1.K3-Régulation budgétaire
30.941.A1.K1-Dotation pour dépenses à caractère politique-	1 100 000 000	Transfert de crédits pour la prise en charge des dépenses des membres du gouvernement.	8.346.A1.K3-Dotation de Souveraineté du Gouvernement
SOUS TOTAL TITRE 4			1 133 909 816
TITRE 5			
Programme source	Montant	Objet	Programme destinataire
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	1 022 900 308	Transfert prise en charge de la participation du Gabon au capital du FMI	27.885.A1.K1-Cabinet
	294 137 385	Transfert prise en charge des travaux de bâtiments et d' équipements de la Cour des Comptes	21.241.A1.K1-Cour des Comptes-
SOUS TOTAL TITRE 5			1 317 037 693
TOTAL GENERAL			2 898 447 776

Virements

TITRE 5			
Programme source	Objet	Montant viré	Programme destinataire
30.998.A1.K1-Dotation pour fonds d'études sectorielles-	Renforcement des crédits de l'Unité Opérationnelle 51.30.948.1.A1.K1	1 336 822 807	30.948.A1.K1-Dotation pour frais d'hébergement et de locations-
TOTAL		1 336 822 807	

Fongibilité

TITRE 4			
Programme source	Objet	Montant	Programme destinataire
30.976.A1.K1-Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	Fongibilité de crédits pour la prise en charge des frais d'inhumation.	340 000 000	30.976.A1.K1-Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation
TOTAL		340 000 000	
Source: DGBFiP			

Annexe 5 : Présentation détaillée des dépenses par missions/programmes (en F.CFA)

Missions/Programmes	LFI	Crédits répartis	Total Engagements	Total Ordonnances
1:Action extérieure du Gabon	36 030 332 307	32 784 813 987	10 446 162 892	10 446 162 892
1.101:Affaires Etrangères	19 317 735 437	17 595 109 634	9 715 270 864	9 715 270 864
1.108:Intégration africaine et Coopération internationale	11 374 563 851	10 021 954 634	2 294 500	2 294 500
1.115:Affaires consulaires	1 065 752 157	946 558 107	710 966 828	710 966 828
1.122:Pilotage et Soutien de l'Action extérieure du Gabon	4 252 280 862	4 204 191 612	17 630 700	17 630 700
1.129:Gabonais de l'étranger	20 000 000	17 000 000	-	-
10:Communication	33 518 317 410	31 424 625 829	617 313 573	617 313 573
10.416:Economie numérique	17 852 694 836	16 125 033 990	216 954 531	216 954 531
10.423:Communication	5 360 084 417	5 163 982 802	295 611 279	295 611 279
10.430:Poste	792 982 471	698 378 928	1 192 500	1 192 500
10.437:Pilotage et Soutien aux politiques de l'économie numérique et de la poste	9 512 555 686	9 437 230 109	103 555 263	103 555 263
11:Education nationale	200 388 998 791	196 676 307 011	3 536 522 688	3 505 243 097
11.444:Enseignement pré-primaire et primaire	36 389 472 838	36 041 972 828	798 537 005	776 269 614
11.451:Enseignement secondaire	141 481 498 499	138 483 044 397	2 253 384 061	2 245 371 861
11.458:Enseignement technique et professionnel	10 704 172 806	10 376 672 801	454 927 272	453 927 272
11.465:Pilotage et Soutien à la politique de l'éducation nationale	11 813 854 648	11 774 616 985	29 674 350	29 674 350
12:Enseignement supérieur et recherche scientifique	107 852 046 100	99 038 136 580	27 494 899 817	27 494 899 817
12.472:Enseignement supérieur	28 006 630 987	26 814 105 391	3 885 111 731	3 885 111 731

Missions/Programmes	LFI	Crédits répartis	Total Engagements	Total Ordonnances
12.479:Recherche scientifique et innovation	14 391 865 611	14 358 865 599	73 509 619	73 509 619
12.486:Vie de l'étudiant	63 917 135 007	56 343 751 094	23 535 950 967	23 535 950 967
12.493:Pilotage et Soutien aux politiques de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique	1 536 414 495	1 521 414 495	327 500	327 500
13:Entrepreneuriat et commerce	10 970 435 789	10 574 164 366	282 618 804	282 618 804
13.500:Promotion de l'entrepreneuriat, de l'artisanat et économie sociale	815 812 254	761 332 460	3 957 500	3 957 500
13.501:Pilotage et soutien aux politiques de promotion des petites et moyennes entreprises et de l'entrepreneuriat national	50 015 960	42 513 566	-	-
13.507:Promotion des échanges	2 158 730 699	2 119 503 013	103 565 600	103 565 600
13.514:Pilotage et Soutien aux politiques de l'Entrepreneuriat et du commerce	7 945 876 876	7 650 815 327	175 095 704	175 095 704
14:Gestion des finances publiques	383 017 775 684	367 904 238 196	28 550 153 521	27 824 708 707
14.521:Gestion des dépenses publiques et contrôle des ressources	13 986 426 427	12 897 763 576	8 084 095 384	7 512 187 267
14.528:Comptabilité et trésorerie de l'Etat	13 506 136 269	13 261 224 190	3 817 764 059	3 817 764 059
14.535:Gestion du contentieux de l'Etat	7 816 646 222	7 268 640 730	2 365 000	2 365 000
14.542:Pilotage et Soutien à la politique de gestion des finances publiques	10 240 682 162	10 113 890 958	315 646 413	315 646 413
14.549:Gestion fiscale	96 509 121 918	83 516 996 052	2 008 582 292	1 855 045 595
14.556:Engagements financiers de l'Etat	239 070 724 930	239 070 724 930	14 279 216 579	14 279 216 579
14.563:Gestion de la dette	1 264 958 776	1 178 988 010	32 025 900	32 025 900
14.570:Gestion de la commande publique	623 078 980	596 009 750	10 457 894	10 457 894
15:Constructions, logements et équipements collectifs	188 455 719 108	171 058 000 378	7 345 917 695	7 345 917 695
15.577:Logement	667 103 419	618 035 241	49 013 486	49 013 486
15.584:Urbanisation et aménagement du cadre de vie	4 536 132 647	4 338 032 647	162 151 006	162 151 006

Missions/Programmes	LFI	Crédits répartis	Total Engagements	Total Ordonnances
15.591:Equipement et infrastructures	176 651 076 260	159 551 525 708	7 111 759 203	7 111 759 203
15.595:Pilotage et soutien à la politique de l'urbanisme et du logement	3 768 836 331	3 755 336 331	1 212 500	1 212 500
15.598:Pilotage et soutien aux politiques des infrastructures, des travaux publics et de l'aménagement du territoire	2 832 570 451	2 795 070 451	21 781 500	21 781 500
16:Industrie et mines	4 162 470 034	4 039 959 724	54 558 634	54 558 634
16.605:Gestion et contrôle des activités minières	1 377 109 453	1 335 905 863	4 590 642	4 590 642
16.612:Régulation et stratégie industrielle	1 457 336 772	1 387 280 052	46 470 992	46 470 992
16.619:Pilotage et Soutien aux politiques industrielles et minières	1 328 023 809	1 316 773 809	3 497 000	3 497 000
17:Transports	24 425 502 925	22 402 636 921	1 963 042 135	1 963 042 135
17.626:Transports terrestres	15 354 391 246	13 831 899 837	1 505 958 231	1 505 958 231
17.633:Transport aérien et par voie d'eau	4 792 637 780	4 310 808 507	455 291 404	455 291 404
17.640:Pilotage et Soutien à la politique de transports	4 278 473 899	4 259 928 577	1 792 500	1 792 500
18:Jeunesse, Sports et Loisirs	39 923 405 301	35 981 624 272	300 954 100	300 954 100
18.647:Sports et loisirs	36 577 939 485	32 784 701 494	107 429 100	107 429 100
18.654:Jeunesse et vie associative	690 138 401	635 195 363	6 665 000	6 665 000
18.661:Pilotage et Soutien à la politique de jeunesse, sports et loisirs	2 655 327 415	2 561 727 415	186 860 000	186 860 000
19:Justice	26 339 173 510	25 961 215 261	390 370 749	382 211 320
19.668:Justice judiciaire et administrative	10 163 028 441	9 964 800 192	142 609 319	142 609 319
19.675:Administration pénitentiaire	3 110 454 879	2 967 954 879	201 875 001	201 875 001
19.682:Pilotage et Soutien à la politique de la justice et des droits humains	12 835 865 930	12 815 135 930	36 536 529	28 877 100
19.689:Culture des droits de l'Homme et égalité des chances	179 824 260	170 824 260	9 349 900	8 849 900
19.694:Egalité des Chances	50 000 000	42 500 000	-	-
2:Administration du territoire	53 811 969 866	48 325 920 633	8 871 657 461	5 839 364 021

Missions/Programmes	LFI	Crédits répartis	Total Engagements	Total Ordonnances
2.136:Administration territoriale	7 433 957 507	6 954 506 064	971 656 339	971 656 339
2.143:Décentralisation	43 884 367 292	38 934 742 247	7 889 615 122	4 857 321 682
2.150:Prévention et gestion des catastrophes	145 460 195	134 351 495	1 202 500	1 202 500
2.157:Pilotage et Soutien à la politique d'administration du territoire et de sécurité	2 348 184 872	2 302 320 827	9 183 500	9 183 500
21:Pouvoirs publics	87 609 145 499	80 383 982 573	30 821 498 778	30 821 498 778
21.234:Cour de Cassation	3 495 084 562	3 416 278 562	125 900 400	125 900 400
21.241:Cour des Comptes	5 031 335 553	4 814 507 553	483 911 000	483 911 000
21.248:Conseil d'Etat	683 417 178	625 917 178	78 619 000	78 619 000
21.717:Présidence de la République	26 656 517 203	24 775 202 283	2 672 954 520	2 672 954 520
21.724:Assemblée Nationale	23 758 756 381	21 599 865 123	12 687 807 538	12 687 807 538
21.731:Sénat	18 731 518 506	16 985 451 254	10 466 382 016	10 466 382 016
21.738:Cour Constitutionnelle	9 252 516 116	8 166 760 620	4 305 924 304	4 305 924 304
22:Prévoyance sociale	49 419 414 136	45 024 976 706	2 153 517 692	2 153 517 692
22.752:Protection et promotion de la famille	2 666 452 520	2 565 276 317	421 595 956	421 595 956
22.759:Solidarité sociale	4 575 655 922	4 219 342 349	766 324 457	766 324 457
22.766:Protection sociale	42 057 305 694	38 138 358 040	965 597 279	965 597 279
22.773:Pilotage et Soutien à la politique de protection sociale	120 000 000	102 000 000	-	-
23:Provisions	4 333 803 545	3 807 352 286	-	-
23.780:Dotation pour dépenses accidentelles et imprévisibles	4 333 803 545	3 807 352 286	-	-
24:Gestion et contrôle des ressources hydrauliques, énergétiques et pétrolières	67 235 159 215	60 707 517 848	191 807 727	191 807 727
24.787:Gestion, promotion et valorisation des ressources énergétiques	44 444 853 039	39 913 918 305	125 985 000	125 985 000
24.794:Gestion des ressources hydrauliques et assainissement	16 741 440 734	15 026 223 496	40 997 500	40 997 500
24.801:Gestion de la radioactivité	96 198 852	83 985 132	532 500	532 500

Missions/Programmes	LFI	Crédits répartis	Total Engagements	Total Ordonnances
24.808:Pilotage et Soutien aux politiques énergétique, hydraulique et nucléaire	965 788 612	951 753 862	4 902 500	4 902 500
24.815:Gestion et contrôle des activités pétrolières	3 959 497 462	3 799 041 382	14 172 727	14 172 727
24.822:Pilotage et Soutien aux politiques pétrolière et d'hydrocarbures	1 027 380 516	932 595 671	5 217 500	5 217 500
25:Santé	119 937 663 102	114 379 259 915	6 226 936 829	6 196 177 529
25.829:Prévention et sécurité sanitaire	17 997 001 203	17 778 292 576	478 222 519	478 222 419
25.836:Offre et accès aux soins	91 774 201 277	86 765 629 917	5 317 954 604	5 298 595 404
25.843:Lutte contre le SIDA	3 305 985 386	3 004 862 186	388 604 888	388 604 888
25.850:Pilotage et Soutien à la politique sanitaire et de la prévoyance sociale	6 860 475 236	6 830 475 236	42 154 818	30 754 818
26:Sécurité	51 264 712 856	50 919 712 856	11 802 933 811	11 802 933 811
26.857:Gendarmerie Nationale	4 637 523 157	4 487 523 157	215 881 008	215 881 008
26.864:Police Nationale	46 627 189 699	46 432 189 699	11 587 052 803	11 587 052 803
27:Stratégie économique	60 846 448 703	55 666 221 059	10 181 718 637	9 686 073 934
27.871:Elaboration et pilotage de la politique économique	47 590 014 688	43 205 473 763	1 464 200 891	968 556 188
27.878:Concurrence et Protection du consommateur	3 564 515 340	3 442 809 954	97 616 788	97 616 788
27.885:Pilotage et Soutien à la politique de régulation et de stratégie économique	9 691 918 675	9 017 937 342	8 619 900 958	8 619 900 958
28:Fonction publique et modernisation de l'Etat	7 870 201 475	7 568 027 945	235 192 250	235 192 250
28.892:Fonction publique	5 120 070 323	4 932 774 298	215 164 750	215 164 750
28.899:Modernisation de l'Etat	330 135 864	296 797 575	-	-
28.906:Pilotage et Soutien à la politique aux politiques de fonction publique et de modernisation de l'Etat	2 419 995 288	2 338 456 073	20 027 500	20 027 500
29:Travail et emploi	60 875 164 338	55 585 473 055	1 407 048 846	1 405 056 846
29.913:Promotion de l'emploi et du travail décent	4 190 966 296	4 058 147 318	682 977 095	682 977 095
29.920:Formation professionnelle	53 970 390 437	48 823 111 970	720 104 751	718 112 751

Missions/Programmes	LFI	Crédits répartis	Total Engagements	Total Ordonnances
29.927:Pilotage et Soutien à la politique Travail et de l'Emploi	2 713 807 605	2 704 213 767	3 967 000	3 967 000
3:Agriculture, élevage et pêche	16 785 578 777	15 605 573 637	769 026 234	768 681 234
3.164:Agriculture	3 542 745 795	3 311 912 143	522 424 284	522 424 284
3.171:Élevage	310 891 671	300 757 886	15 137 800	15 137 800
3.178:Pêche et aquaculture	6 484 187 141	5 652 159 994	161 234 375	161 234 375
3.185:Développement rural	2 442 971 298	2 384 729 021	21 552 505	21 552 505
3.192:Pilotage et soutien à la politique agricole	4 004 782 872	3 956 014 594	48 677 270	48 332 270
30:Dépenses Transversales	83 946 580 000	72 915 093 000	3 044 528 973	2 925 661 065
30.934:Dotation pour dépenses d'utilité publique	16 926 689 000	14 387 685 650	-	-
30.941:Dotation pour dépenses à caractère politique	24 000 000 000	20 720 000 000	308 091 650	308 091 650
30.948:Dotation pour frais d'entretien, d'hébergement et de locations	16 804 891 000	14 359 157 350	2 381 414 856	2 381 414 856
30.962:Dotation pour frais de transport et de déplacements	1 065 000 000	905 250 000	-	-
30.969:Dotation pour primes d'assurance	1 000 000 000	850 000 000	-	-
30.976:Dotation pour dépenses d'hospitalisation et d'inhumation	400 000 000	340 000 000	323 273 148	204 405 240
30.983:Dotation pour accessoires de bourses et aides aux familles	1 100 000 000	968 000 000	-	-
30.990:Dotation pour assistance aux réformes des finances publiques	300 000 000	270 000 000	-	-
30.995:Dotation pour fonds de développement provincial	18 000 000 000	16 200 000 000	-	-
30.997:Dotation pour dépenses d'équipement de l'Administration	1 500 000 000	1 350 000 000	31 749 319	31 749 319
30.998:Dotation pour fonds d'études sectorielles	2 850 000 000	2 565 000 000	-	-
31:Autorités Administratives Indépendantes et de Régulation	3 728 862 650	3 463 981 205	511 231 727	511 231 727
31.250:Agence Nationale des Investigations Financières (ANIF)	749 515 271	666 364 871	94 090 440	94 090 440

Missions/Programmes	LFI	Crédits répartis	Total Engagements	Total Ordonnances
31.255:Commission Electorale Nationale Autonome et Permanente (CENAP)	586 330 316	559 330 316	55 555 000	55 555 000
31.260:Agence de Régulation de la Communication Electronique et de la Poste (ARCEP)	29 000 000	25 520 000	-	-
31.262:Commission Nationale de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (CNLCEI)	1 318 496 267	1 258 490 267	165 650 400	165 650 400
31.280:Agence Gabonaise de Sureté et de Sécurité Nucléaire (AGSSN)	25 786 854	24 490 854	2 376 000	2 376 000
31.283:Commission Nationale de Droits de l'Homme	120 272 254	106 772 254	29 065 064	29 065 064
31.285:Agence de régulation du secteur de l'eau potable et de l'énergie électrique (ARSEE)	10 900 000	9 592 000	-	-
31.291:31.291:Commission Nationale de Protection des Données à Caractère Personnel	714 321 488	665 316 473	127 468 780	127 468 780
31.295:Agence de Régulation des Marchés Publics (ARMP)	174 240 200	148 104 170	37 026 043	37 026 043
4:Aménagement du territoire et tourisme	2 326 214 572	2 281 884 382	122 195 575	122 195 575
4.199:Coordination des politiques de développement et appui à l'action locale	1 298 278 501	1 284 758 251	61 774 125	61 774 125
4.206:Tourisme	1 027 936 071	997 126 131	60 421 450	60 421 450
5:Conseil et Contrôle	4 230 083 511	4 011 227 511	743 855 900	743 855 900
5.213:Conseil Economique et Social (CES)	2 214 245 326	2 101 025 326	520 577 000	520 577 000
5.220:Conseil National de la Démocratie (CND)	557 657 080	509 305 480	96 879 840	96 879 840
5.227:Conseil National de la Communication (CNC)	1 381 355 265	1 333 070 865	105 384 060	105 384 060
5.269:Médiature	76 825 840	67 825 840	21 015 000	21 015 000
6:Culture et Education Populaire	3 235 254 316	3 112 958 656	310 928 610	310 928 610
6.290:Culture	2 669 195 338	2 555 263 228	270 792 110	270 792 110
6.297:Education populaire	566 058 978	557 695 428	40 136 500	40 136 500
60:Pensions	54 602 000 000	48 049 760 000	14 732 000 000	14 732 000 000
60.703:Pensions civiles, militaires et contractuels de l'Etat	48 049 752 836	42 283 782 496	14 732 000 000	14 732 000 000

Missions/Programmes	LFI	Crédits répartis	Total Engagements	Total Ordonnances
60.710:Pensions spéciales	6 552 247 164	5 765 977 504	-	-
61:Service universel des communications électroniques	14 879 000 000	13 391 100 000	-	-
61.145:Accès généralisé des services de la téléphonie mobile et d'internet	14 879 000 000	13 391 100 000	-	-
62:CAS - Prestations familiales et sociales	18 500 000 000	16 280 000 000	3 165 798 200	3 165 798 200
62.985:Aide à l'enfance	18 500 000 000	16 280 000 000	3 165 798 200	3 165 798 200
63:CAS - Promotion du sport	6 064 845 816	5 306 740 089	2 000 000	2 000 000
63.233:Sport pour Tous, Sport de Proximité	3 032 422 908	2 653 370 045	2 000 000	2 000 000
63.235:Sport amateur, d'élite et professionnel	3 032 422 908	2 653 370 045	-	-
64:Promotion Audiovisuelle et Cinématographique	4 375 633 040	3 865 142 519	3 000 000	3 000 000
64.433:Production des contenus audiovisuels	2 582 216 520	2 280 957 926	3 000 000	3 000 000
64.434:Production des contenus cinématographiques	1 793 416 520	1 584 184 593	-	-
65:Formation pour l'Emploi	2 424 000 000	2 141 200 000	-	-
65.923:Formation initiale	1 438 119 403	1 274 936 567	-	-
65.924:Formation continue	985 880 597	866 263 433	-	-
7:Défense	151 961 210 088	150 035 099 058	6 639 825 163	6 639 825 163
7.311:Préparation et emploi des forces	18 972 017 892	18 761 884 242	4 659 944 136	4 659 944 136
7.318:Equipement des forces	36 300 612 984	35 759 434 615	85 186 364	85 186 364
7.325:Garde Républicaine	27 070 570 228	26 957 963 878	160 418 162	160 418 162
7.332:Vue du soldat	15 558 103 931	14 626 317 521	1 332 757 397	1 332 757 397
7.339:Pilotage et Soutien à la politique de défense nationale	54 059 905 053	53 929 498 803	401 519 104	401 519 104
8:Pilotage et coordination de l'action gouvernementale	11 878 223 721	11 598 889 821	988 403 483	884 445 995
8.346:Coordination du travail gouvernemental	3 753 611 199	3 712 231 299	728 025 858	624 068 370
8.353:Coordination des politiques urbaines	109 702 822	100 162 822	1 227 500	1 227 500

Missions/Programmes	LFI	Crédits répartis	Total Engagements	Total Ordonnances
8.358:Promotion de la bonne gouvernance	749 336 477	735 361 877	2 948 500	2 948 500
8.360:Pilotage et soutien à la coordination de l'action gouvernementale	5 793 848 987	5 629 155 887	249 297 125	249 297 125
8.367:Relations avec le parlement et les institutions constitutionnelles	437 318 705	414 717 455	1 162 500	1 162 500
8.374:Pilotage et Soutien aux relations avec le parlement	1 034 405 531	1 007 260 481	5 742 000	5 742 000
9:Economie forestière et protection de l'environnement	20 498 481 841	18 995 292 282	1 234 844 839	1 234 844 839
9.381:Gestion Durable des Eaux et des Forêts	11 465 718 994	10 399 639 154	431 894 995	431 894 995
9.388:Industrialisation et valorisation des produits de la filière forêt-bois	87 881 537	79 574 058	-	-
9.395:Conservation de la biodiversité	3 147 188 450	2 806 330 378	641 532 891	641 532 891
9.402:Amélioration du cadre de vie et changement climatique	1 126 687 977	1 095 116 875	31 669 813	31 669 813
9.409:Pilotage et Soutien à la politique de l'Economie Forestière	4 671 004 883	4 614 631 817	129 747 140	129 747 140
Total Missions/Programmes	2 017 723 828 025	1 891 268 109 558	185 142 465 343	180 593 721 670
<i>Solde permanente</i>			158 322 780 137	158 322 780 137
<i>FINEX</i>			11 131 220 000	11 131 220 000
Total général	2 017 723 828 027	1 891 268 109 558	354 596 465 480	350 047 721 807

Source : DGBFiP

Annexe 6 : Présentation détaillée du budget de l'Etat par grande nature de dépenses (en F.CFA)

Titres et grandes natures	LFI 2018	Montants ordonnancés au 31 mars 2018
Titre 1. Charges financières de la dette	239 071 000 000	14 279 216 579
67. Intérêts et frais financiers sur la dette		14 279 216 579
Titre 2. Dépenses de personnel	709 800 000 000	193 755 926 204
66. Charges de personnel		193 755 926 204
66.11 Solde permanente		161 488 578 337
66.19 MONP et Autres rémunérations		32 267 347 867
Titre 3. Dépenses de biens et services	274 717 000 000	52 131 355 062
60. Achats des biens		1 303 221 028
61. Achats de services		9 550 455 035
Services déconcentrés et autonomies de gestion		41 277 678 999
Titre 4. Dépenses de transfert	238 336 000 000	63 844 328 660
63. Subventions et transferts		8 870 829 000
64. Transferts courants		16 726 278 350
Services déconcentrés et autonomies de gestion		38 247 221 310
Titre 5. Dépenses d'investissement	432 982 000 000	25 583 830 139
20. Immobilisations incorporelles		11 151 170 000
22. Acquisitions, constructions et grosses réparations des immeubles		7 318 572 126
23. Acquisitions et grosses réparations du matériel et mobilier		299 553 349
24. Equipements militaires		-
26. Prise de participation		1 022 900 308
Services déconcentrés et autonomies de gestion		5 791 634 356
Titre 6. Autres dépenses	21 972 000 000	453 065 163
65. Autres charges		453 065 163
Services déconcentrés et autonomies de gestion		-
Total	1 916 878 000 000	350 047 721 807

Source : DGBFiP

Annexe 7 : Présentation détaillée des opérations de trésorerie et de financement (en millions de F.CFA)

	2018		
	LFI 2018	Exécution à fin mars	Taux d'exécution
Charges de trésorerie et de financement			
Amortissement (dette extérieure)	178 884	22 285	12%
Emprunts extérieurs - courants	178 884	13 655	8%
Bilatéraux	56 289	5 212	9%
Multilatéraux	39 327	8 061	20%
Banques	83 268	382	0%
Marché international			
Emprunts extérieurs - arriérés	-	8 630	
Bilatéraux		492	
Multilatéraux		-	
Banques		8 138	
Amortissement des prêts du secteur bancaire	266 592	27 456	10%
Intérieur - DGD	266 592	27 456	10%
Emprunts intérieurs - courants	266 592	26 016	10%
Banques	54 566	14 403	26%
Moratoires	125 263	6 313	5%
Divers	5 821	-	
Marchés financiers	80 942	5 300	7%
Emprunts intérieurs - arriérés	-	1 440	
Banques		1 210	
Moratoires		229	
Divers		-	
Autres amortissements	190 574	90 739	48%
Bons du Trésor Assimilables (BTA)		-	
Instances Trésor	86 950	70 968	82%
Arriérés de TVA	103 624	15 057	15%
Arriérés intérêts extérieurs		4 280	
Arriérés intérêts intérieurs		433	
Arriérés de SOGARA		-	
Correspondants du Trésor			
Attribution de produits	-	-	
Collectivités locales		-	
Opérateurs		-	
Contributions communautaires		-	
Autres		-	
Prêts et avances	20 000	-	0%
Fonds souverain de la RG	10 000	-	0%
Compte IMA (approvisionnement)		-	
Remboursement avances statutaires	10 000	-	0%
Total	656 050	140 479	21%
Ressources de trésorerie et de financement			
Tirages	702 967	11 131	2%
Tirages sur conventions en cours	182 650	11 131	6%
Tirages sur nouvelles conventions	100 228	-	0%
Tirages sur prêts programmes	420 089	-	0%
Emissions de titres publics	114 153	7 500	7%
Emissions de titres publics sur le marché international		-	
Emissions de titres publics sur le marché intérieur	114 153	7 500	7%
Financement bancaire			
Banque centrale		-	
Financement non bancaire	14 050	-	0%
Règlement arriérés fiscaux	14 050	-	0%
Total	831 170	18 632	2%
Solde des opérations de financement et de trésorerie	175 120	- 121 847	
Solde budgétaire global	- 175 120	37 023	
Solde net	-	- 84 824	

Source : DGCPT

Annexe 8 : Présentation des comptes spéciaux (en millions de F.CFA)

2018									
Recettes				Dépenses				Solde	
	LF 2018	Montant encaissé à la fin du 1er trimestre	Taux de réalisation		LF 2018	Montant payé à la fin du 1er trimestre	Taux de réalisation	LF 2018	Fin du 1er trimestre
Compte "Pensions"	54 602	14 732	27%	Compte "Pensions"	54 602	14 732	27%		
Titre 3. Cotisations sociales	54 602	14 732	27%	Titre 4. Dépenses de transfert	54 602	14 732	27%		
Part salariale	24 602	6 699	27%	Pensions civiles et militaires	48 050				
Part patronale de l'Etat	30 000	8 033	27%	Pensions spéciales	6 552				
Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	3 166	17%	Compte "Prestations familiales et sociales"	18 500	3 166	17%		
Titre 3. Cotisations sociales	18 500	3 166	17%	Titre 4. Dépenses de transfert	18 500	3 166	17%		
Allocations familiales	18 500	3 166	17%	Prestations familiales	18 500	3 166	17%		
Compte "Promotion du sport"	6 065	4 047	67%	Compte "Promotion du sport"	6 064	2	0%		
Titre 1. Recettes fiscales	6 065	4 047	67%	Titre 3. Dépenses de biens et services	3 032	2	0%		
Taxe sur les jeux de hasard	240	92	38%	Titre 5. Dépenses d'investissement	3 032		0%		
Droits d'accises	5 825	3 955	68%						
Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376	3	0%	Compte "Promotion audiovisuelle et cinématographique"	4 376	3	0%		
Titre 1. Recettes fiscales	4 376	3	0%	Titre 3. Dépenses de biens et services	1 459	3	0%		
Redevance audiovisuelle	4 376		0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	2 917		0%		
Compte "Formation pour l'emploi"	2 424	331	14%	Compte "Formation pour l'emploi"	2 424		0%		
Titre 1. Recettes fiscales	2 424	331	14%	Titre 3. Dépenses de biens et services	808		0%		
Taxe de formation professionnelle	2 424		0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	1 616		0%		
Compte "Service universel des communications électroniques"	14 879		0%	Compte "Service universel des communications électroniques"	14 879		0%		
Titre 1. Recettes fiscales	14 879		0%	Titre 5. Dépenses d'investissement	14 879		0%		
Redevance universelle	14 879		0%						
Total des recettes pour les comptes spéciaux	100 845	22 279	22%	Total des dépenses pour les comptes spéciaux	100 845	17 903	18%	-	4 376

Source : DGBFi/DGCPT

Annexe 9 : Présentation détaillée des dépenses par titre (en millions de F.CFA)

	LFI 2018	Montant des ordonnancements à la fin du 1er trimestre	Montant des paiements à la fin du 1er trimestre
Titre 1. Charges financières de la dette	239 071	14 279	14 279
Extérieur	161 815	4 548	4 548
Intérêts sur emprunts extérieurs - courants	150 815	3 927	3 927
Bilatéraux	28 298	1 543	1 543
Multilatéraux	28 018	1 203	1 203
Banques	13 443	1 181	1 181
Marchés financiers	81 056		
Intérêts - commissions et frais	11 000	621	621
Pertes sur change	8 000		
Commission et frais extérieur DGD	3 000	621	621
Intérieur	77 256	9 730	9 730
Intérieurs - DGD	46 237	3 811	3 811
Intérêts sur emprunts intérieurs - courants	46 237	3 811	3 811
Banques intérieures	20 092	3 573	3 573
Moratoires	187		
Marchés financiers	25 958		
OTA		238	238
Trésor - dette	31 019	5 919	5 919
BEAC (agios)	10 619	633	633
Facilités de caisse	4 733	516	516
Bons du Trésor Assimilables	11 472	2 557	2 557
Perte de change-Gain de change	-	2 177	2 177
Autres frais bancaires	4 195	36	36
Titre 2. Dépenses de personnel	709 800	193 755	173 951
Rémunération du personnel	653 479	161 488	161 488
Solde permanente	634 979	158 322	158 322
Prestation sociales-fonctionnaires	18 500	3 166	3 166
Rémunération autres catégories de salariés	56 321	32 267	12 462
Titre 3. Dépenses de biens et services	274 717	52 131	18 529
Remboursement TVA	55 000	205	205
Autres biens et services	180 000	51 926	18 324
Attribution des produits	39 717	-	
Titre 4. Dépenses de transferts	238 336	63 844	35 108
dont :			
<i>Soutient des prix des produits pétroliers</i>	<i>19 505</i>	<i>7 168</i>	<i>7 168</i>
<i>Attribution des produits</i>	<i>72 029</i>	<i>13 164</i>	<i>13 164</i>
Titre 5. Dépenses d'investissement	432 982	25 584	20 750
Financements sur ressources propres	132 344	9 834	5 000
Financements extérieurs	285 098	11 131	11 131
Collectivités locales	15 539	4 619	4 619
Titre 6. Autres dépenses	21 972	453	
Intérieurs-AJE	7 000	453	
Protocoles transactionnels	2 500	453	
Condamnations pécuniaires	2 500		
Séquestres	1 000		
Autres	1 000		
Restructuration des entreprises	14 972		
Coûts sociaux de restructuration	14 972		
TOTAL	1 916 878	350 047	262 617

Source : DGBFiP/DGCPT